



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

**Jacques Chevallier : l'homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie / José-Alain Fralon
éd. Fayard, 2012
cote : 58.373**

Les Français libéraux d'Algérie ont été des mal-aimés de l'Histoire. Des hommages ont certes été rendus à Camus mais ils s'adressent surtout à l'illustre homme de Lettres.

Jacques Chevallier était né à Bordeaux en 1911. Son père y représentait la tonnellerie familiale, une importante affaire que son grand père Charles, venu de la Creuse, avait fondée à Alger dans les années 1880. Sa mère était issue d'une ancienne famille créole de Louisiane, d'origine bretonne aristocratique. Le jeune Jacques séjourna avec ses parents à La Nouvelle Orléans pendant trois ans, puis revint avec eux à Alger en 1922. Il fut élève des jésuites de Notre Dame d'Afrique, qui le renvoyèrent de leur collège pour une peccadille, puis obtint une licence en droit, s'inscrivit au Barreau et prit femme dans une famille anciennement établie en Algérie. Il en eut sept enfants. Il s'intéressa très tôt à la politique et son parcours fut, au départ, celui d'un homme de droite. Pendant l'entre-deux-guerres, il adhéra aux Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, puis au PSF sous les couleurs duquel il fut élu conseiller municipal d'El Biar en 1937. Sous Vichy, il fut membre de la Légion des Combattants ce qui lui valut sans doute d'être nommé maire d'El Biar par le proconsul Weygand. Fut-il associé aux préparatifs du débarquement de novembre 1942 ? L'auteur incline à le penser. Toujours est-il qu'il se rallia à la France Combattante. Rappelé sous les drapeaux à l'automne 1943, (il dira par la suite s'être engagé volontairement), il servit en Italie jusqu'à la prise de Rome, puis fut envoyé aux États-Unis par Jacques Soustelle avec pour mission d'y réorganiser les réseaux de renseignement français, avec rang de commandant à titre provisoire. C'est alors qu'il se lia au polémiste anticommuniste Boris Souvarine d'une amitié qui ne se démentit jamais.

Rentré à Alger en juillet 1945, il se lança activement en politique : conseiller général de 1945 à 1956, sous l'étiquette des Indépendants, il fut élu député (apparenté radical) en novembre 1946. Rappelons toutefois qu'il s'agit de l'Assemblée Nationale et non d'une seconde constituante comme il est indiqué par erreur p. 80. Démissionnaire en 1950, (pour protester contre le statut de l'Algérie), il fut réélu deux ans plus tard à l'occasion d'une élection partielle, et siégea jusqu'en 1955. Au début de 1951, il fut élu à l'Assemblée algérienne où il fonda un intergroupe des libéraux de 34 membres (17 pour chacun des 2 collèges). Il s'était prononcé pour l'interdiction du parti communiste en Algérie, mais, à la grande indignation du colonat, il recommandait l'extension aux musulmans des lois sociales de la Métropole. Il avait pris position contre l'enseignement de l'arabe dans les écoles officielles. Il s'agit sans doute de l'arabe littéraire, puisque seuls les communistes préconisaient l'enseignement du dialectal (*darija*).





Académie des sciences d'outre-mer

Il fut maire d'Alger de mai 1953 à juin 1958 et secrétaire d'État puis ministre de la Défense dans le gouvernement Mendès-France de juin 1954 à février 1955. Ses cinq années passées à la tête de la municipalité furent pour la ville, et particulièrement pour les musulmans, une ère de relatif progrès. Des efforts méritoires furent accomplis en matière de construction de logements sociaux (12.000 étaient achevés au début de 1959), de résorption des bidonvilles, de scolarisation (ouverture de 600 classes) et d'équipements hospitaliers. Sous son impulsion, et avec la collaboration de l'architecte Fernand Pouillon, furent inaugurés les ensembles immobiliers de la Cité du Bonheur, des Eucalyptus et de Diar el Mahçoul (qui signifie *cité de la moisson* mais fut improprement traduit par *cité de la promesse tenue*. La forme correcte serait *Diar al waad as-sadik*). Alger changea de visage et devint ainsi une fenêtre ou plutôt un trompe-l' cil, qui pouvait donner de l'ensemble du pays une image présentable, mais fausse. Enfin, il prit des élus du MTLD dans son équipe municipale et le jeune avocat Abderrahmane Kiouane devint son premier adjoint. Alger r sorbait une partie du retard accumulé au cours de décennies d'incurie et de mépris.

Pour lui, comme pour d'autres libéraux algérois, la Toussaint 1954 allait sonner le glas de bien des espérances. Qualifié de néo-colonialiste par les nationalistes, notamment par Messali Hadj et les dirigeants du FLN, il fut copieusement injuri  par les meutes hurlantes de Bab el-Oued et de Belcourt, « *ce peuple sans passé et que condamne l'avenir* » (selon Jean Daniel), ces manifestants qui, au moment des obsèques de l'*ultra* Amédée Froger, dénonçaient en lui un « *comparse des fellagha et des intellectuels* », comme d'ailleurs son ami, le futur cardinal Duval, honnête homme s'il en fût. Il v cut quatre années pénibles, celles que l'auteur appelle *le calvaire* : ses amis musulmans modérés se ralliaient au FLN, ses amis chrétiens progressistes (Mandouze, Peyr ga, Chaulet)  taient expulsés, sa famille recevait des menaces, sa demeure était plastiqu e, un de ses domestiques torturé. La voie médiante dont il avait r v  n'existait plus, à supposer qu'elle e t jamais existé. Il n'y avait pas de place pour une solution consensuelle du type de celles qui seront appliquées en Nouvelle-Calédonie en 1988 ou en Afrique du Sud en 1992. (Non plus que pour la formule d'association que De Gaulle allait envisager dans son discours du 16 septembre 1959). Peut-être faisait-il sienne la devise des Orange-Nassau « *Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre...* »

A la fin de 1955, Edgar Faure voulut le nommer ministre-résident à Alger en remplacement de Soustelle, mais il dut y renoncer devant l'opposition de la droite intransigeante et notamment de René Mayer.   cette époque, Chevallier croyait encore pouvoir ramener la paix en trois mois par l'établissement d'une fédération franco-algérienne. Il s'associa aux appels de Camus à la paix civile (janvier 1956) mais ils ne furent pas entendus. Au lendemain du coup de force de mai 1958, il fut contraint de quitter sa mairie. (Massu l'avait en aversion de longue date). Il n'était pas dupe de cette *fraternisation* dérisoire, orchestrée sous les auspices d'un comité de salut public qui comptait 5 musulmans sur 46 membres. S'estimant désavoué par De Gaulle, qui ne l'avait pas réintégré dans ses fonctions de maire, il se retira bientôt en métropole où il se consacra tout d'abord à l'écriture : il rédigea ainsi à la h te un livre: Nous Algériens, ouvrage bâclé, dans lequel il exposait un projet fédéraliste, qui ne fut pas un succès de librairie. Puis, toujours en association avec Fernand Pouillon et le capitaliste algérois Georges Blachette, il se lança dans des opérations immobilières. On lui doit notamment un ensemble de 2600 logements à Meudon-la-Forêt. Il fit encore de fréquents séjours en famille à El Biar, mais sans jouer aucun rôle politique.



Académie des sciences d'outre-mer

Il s'y trouvait en mars 1962, quand une rumeur rapporta qu'il pourrait être appelé à siéger à l'exécutif provisoire prévu par les accords d'Evian. Il ne fut pas sollicité, car la fédération des libéraux, qu'il avait fondée avec l'abbé Scotto en 1956, et dont il était la figure de proue, pesait de trop peu de poids et, de plus, elle préconisait pour les Européens, un statut de double nationalité auquel le GPRA était opposé. L'exécutif, rapidement débordé, était présidé par un de ses amis, Abderrahmane Farès, ancien député, ancien président de l'assemblée algérienne, que l'on avait emprisonné, puis élargi pour en faire un interlocuteur, mais dont l'audience était nulle. C'est alors que Jacques Chevallier fut amené à effectuer un dernier et bref retour sur la scène algérienne. À la fin mai, avec l'assentiment du gouvernement et du Haut-Commissaire Christian Fouchet, il s'employa à faciliter la conclusion d'une trêve entre l'exécutif et l'OAS, représentés respectivement par Farès et Susini. Or Farès ne représentait que lui-même, mais Susini, général de l'armée morte, avait encore les moyens de faire incendier la ville. Il fallut entrer en pourparlers avec le D^f Mostefai, délégué du FLN au sein de l'exécutif, dont il était le membre le plus influent. Jacques Chevallier se dépensa sans compter, multiplia, au risque de sa vie, les démarches et les entrevues et un accord de cessez-le-feu fut finalement signé le 17 juin. Il fut aussitôt récusé des deux côtés, et il y eut encore bien des bavures, mais l'opération *Terre Brûlée* n'eut pas lieu et la ville ne brûla pas, bien que la grande bibliothèque fût déjà partie en fumée. Jacques Benoist-Méchin pourra lui écrire: « *Si le pire a pu être évité, c'est bien à vous que nous le devons* ». Un rôle qui n'est pas sans évoquer celui du consul Nordling à Paris en août 1944. Fut-il de ceux qui auraient pu éviter la guerre d'Algérie si on les avait écoutés avant 1954, comme l'affirme la p.4 de couverture ? Ceci semble hautement improbable.

Bien qu'il eût pris la nationalité algérienne, l'indépendance ne lui apportera que des déconvenues, des tracasseries administratives et même policières. Il sera nommé vice-président du Port autonome et de la Chambre de commerce d'Alger, mais ces charges se révéleront fictives, puis il concevra encore de vastes projets de complexes touristiques qui ne verront pas le jour, le gouvernement d'Alger ne misant pas sur la carte du tourisme. Tabagique invétéré, il sera atteint d'un cancer des poumons et soigné à l'hôpital Foch à Suresnes. Il sera rapatrié à Alger par les soins du gouvernement français (en dépit des réticences de Michel Debré) et aura l'ultime réconfort de finir ses jours dans sa villa du Bordj, à El Biar, en avril 1971.

On eût aimé savoir quelles étaient ses relations avec la communauté juive, compte tenu de ses antécédents politiques. Il est vrai que La Rocque n'était pas antisémite et que les sympathies des israélites allaient souvent aux libéraux.

Un livre d'une lecture certes pénible, en raison du sujet traité, des violences évoquées. Le style, journalistique, est négligé (abjurer pour adjurer p.280!). Mais un livre utile, consacré à un homme de bonne volonté, à l'exemple de ceux que Camus a campés dans La Peste. Un homme et un nom qui méritent de n'être pas oubliés.

Jean Martin